



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : LIMITEE

E/ECA/ATRCW/ARCC.XV/94/L
Avril 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quinzième réunion du Comité régional africain
de coordination pour l'intégration de la femme
au développement

Addis-Abeba (Ethiopie)
20-22 avril 1994

PROJET DE RAPPORT

BU # 25922
C-1

**RAPPORT DE LA QUINZIEME REUNION DU COMITE REGIONAL AFRICAIN
DE COORDINATION POUR L'INTEGRATION DE LA FEMME
AU DEVELOPPEMENT (CRAC), 20 - 22 AVRIL 1994**

I. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

La quinzième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 20 au 22 avril 1994. La réunion a été officiellement ouverte par un représentant du Ministère des affaires féminines au nom de Son Excellence Woizero Keocab Tafesse, Ministre des affaires féminines du Gouvernement de transition de l'Ethiopie. M. Layashi Yaker, Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et la Présidente du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement, Mme Hannatu Fika, ont aussi prononcé des allocutions lors de la cérémonie d'ouverture de la réunion.

Les participants à la réunion étaient des membres du CRAC représentant les pays suivants: Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Maroc, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, Tunisie, Zaïre et Zambie.

Des représentants des Etats membres suivants ont participé à la réunion en qualité d'observateurs: Afrique du Sud, Angola, Erythrée, Ethiopie, Guinée, Malawi, Mali, Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Swaziland et Zimbabwe.

Les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentés: OIT, PNUD, Unesco, PNUE, FNUAP, HCR, UNICEF, OMS et divisions de la CEA.

Les organisations et pays suivants étaient aussi représentés par des observateurs: BAD, Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants, Réseau africain de développement et de communication pour la femme (FEMNET), Organisation de l'unité africaine, Institut culturel allemand et les Pays-Bas.

Les travaux étaient dirigés par les membres du bureau du CRAC suivants:

Président:	Nigéria
Rapporteur:	Ouganda

Le Comité a élu le bureau suivant:

II. CEREMONIE D'OUVERTURE (point 1 de l'ordre du jour)

La représentante du Gouvernement de transition de l'Ethiopie, Woizero Kebkabe Tafesse, a souhaité aux participants la bienvenue en Ethiopie, au nom du Ministre des affaires féminines, Woizero Tadelech Hailemichael, empêchée. Elle leur a ensuite souhaité plein succès dans leurs travaux.

Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire exécutif de la CEA a souhaité la bienvenue aux participants à la quinzième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC). Il a exprimé sa gratitude au Gouvernement de transition de l'Ethiopie pour l'appui sans réserve et la générosité constante dont il faisait preuve à l'égard de la CEA et de l'ensemble de ses invités, dans un esprit d'hospitalité et d'amitié propre à l'Afrique.

Il a fait observer que la quinzième réunion du CRAC se tenait au moment où le monde entier se mobilisait en vue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, au cours de laquelle serait fait le bilan de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, depuis leur adoption en 1985. Il a informé les participants que les ateliers de sensibilisation qui venaient de se terminer dans les cinq sous-régions de la CEA avaient permis de constater que la plupart des pays allaient bientôt mener à terme, grâce aux rapports nationaux, leur évaluation de l'application des Stratégies prospectives de Nairobi. Il a ajouté que les rapports nationaux, qui seraient soumis à la CEA avant la fin du mois d'avril 1994, contiendraient des recommandations précises et concrètes, axées sur la responsabilisation de la femme dans les domaines économique, juridique et politique.

Abordant d'autres questions relatives à la femme, le Secrétaire exécutif a déclaré que dans la définition de toutes les grandes orientations, une analyse tenant compte du clivage hommes/femmes revêtait une importante capitale pour la démarginalisation de la femme. C'était là une des

recommandations issues de la réunion récente d'un groupe d'experts ad hoc sur les stratégies visant à améliorer les compétences des femmes dans les activités économiques essentielles et la prise de décisions.

L'orateur a insisté sur l'importance de l'engagement politique des décideurs et la nécessité d'un appui financier, sans lequel les Stratégies prospectives de Nairobi resteraient lettre morte. Il a déclaré que cet engagement devrait se manifester par l'affectation de crédits à l'application des stratégies et, parallèlement, l'adoption de mesures concrètes visant à mettre en place les moyens institutionnels et humains nécessaires à la réalisation des objectifs fixés.

Il a déclaré que la Conférence régionale et la Conférence mondiale se distinguaient des réunions précédentes en ce que, cette fois-ci, on s'était fixé pour objectif d'adopter des stratégies réalistes et quantifiables, assorties d'une répartition des tâches concernant leur application, d'un calendrier d'exécution ainsi que d'une définition des incidences financières et des sources de financement.

Le Secrétaire exécutif a informé le Comité que la CEA, en sa qualité de maître d'oeuvre de la Conférence régionale, continuerait d'orienter les activités préparatoires aux niveaux sous-régional et régional. L'Equipe spéciale interorganisations, qui était présidée par la CEA, continuerait d'orienter les activités préparatoires de la Conférence régionale et un bulletin trimestriel avait été lancé pour tenir les Etats membres informés de tout ce qui touchait à la Conférence régionale et à la Conférence mondiale.

Concernant le développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes, le Secrétaire exécutif a informé le Comité de la création de la Fédération africaine des femmes entrepreneurs, en juin 1993 à Accra, au cours d'une réunion organisée par la CEA. La Fédération devrait favoriser le renforcement des associations nationales de femmes entrepreneurs, qui constituaient ses fondements. Une étude de préféabilité approfondie sur la création d'une banque africaine pour les femmes avait également été menée à bien, et une de ses recommandations portait sur la convocation d'une réunion d'experts qui feraient des propositions concrètes quant aux modalités de fonctionnement de la banque. Cette réunion serait organisée avant la fin du mois de juin 1994.

Faisant observer que le processus de paix constituait un autre aspect de la responsabilisation des femmes, le Secrétaire exécutif a déclaré qu'à la Conférence régionale sur les femmes, la paix et le développement, organisée à Kampala conjointement par la CEA et l'OUA, les participants étaient

convenus que la paix et le développement durables ne pouvaient devenir réalité que grâce à la responsabilisation des femmes dans les domaines politique et économique. C'est pourquoi le Plan d'action de Kampala sur les femmes et la paix, issu de la Conférence, préconisait la participation des femmes à tous les niveaux de la prise de décisions, le réexamen du statu quo concernant la justice sociale, la responsabilisation des femmes dans les domaines économique, juridique et politique, le renforcement des moyens humains et institutionnels en faveur de la participation des femmes à la prise de décisions et la lutte pour la paix. Le Secrétaire exécutif a fait observer que ce document était un plan global qui, à condition d'être consciencieusement mis en oeuvre, modifierait sensiblement le processus par lequel étaient tranchées les questions relatives à la guerre et à la paix, en particulier en Afrique.

En conclusion, le Secrétaire exécutif a souligné que les travaux du Comité au cours des trois jours que durait la réunion auraient des conséquences pour le XXI^e siècle et que les diverses questions qui seraient abordées ouvriraient la voie à des options fondamentales durables dans le domaine de la promotion de la femme. Il s'est cependant dit convaincu que les membres du CRAC seraient à la hauteur du défi.

Répondant au Secrétaire exécutif, la Présidente du CRAC a exprimé sa gratitude au Gouvernement de transition de l'Ethiopie pour l'hospitalité chaleureuse qui était accordée tous les ans aux membres du CRAC et qui témoignait de l'attachement du Gouvernement aux questions relatives à la femme. Elle a également remercié la CEA d'avoir continué à mettre l'accent, depuis 1985, sur les questions relatives à la femme et au développement, ce qui indiquait que la CEA avait reconnu et admis que la femme faisait partie intégrante du développement national et régional. Elle a ensuite exprimé sa gratitude aux Etats membres pour leur appui, comme attesté par la présence des membres du CRAC à la réunion. En conclusion, la Présidente a émis l'espoir que la présente réunion permettrait d'élaborer un front commun, de renforcer les acquis et de surmonter les faiblesses, afin que les intérêts de l'Afrique soient défendus d'une même voix.

III. ELECTION DU BUREAU, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL PROVISOIRE (point 2 de l'ordre du jour)

Au titre de ce point de l'ordre du jour, la réunion a convenu que le bureau du CRAC conduirait les travaux comme suit:

En ce qui concerne l'adoption de l'ordre du jour, des modifications ont été apportées au point 5 qui devrait se lire : "Rapport intérimaire sur la Fédération africaine des femmes- entrepreneurs et sur la création d'une banque africaine pour les femmes" au lieu de "Rapport intérimaire sur l'établissement de la Fédération africaine des femmes-entrepreneurs et sur la banque africaine pour les femmes". Le programme de travail provisoire a été adopté sans modifications.

IV. RAPPORT SUR LES ACTIVITES ENTREPRISES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE LA CEA CONCERNANT LES FEMMES ET LE DEVELOPPEMENT DURANT LA PERIODE ALLANT D'AVRIL 1993 A AVRIL 1994 (point 3 de l'ordre du jour)

Au titre de ce point de l'ordre du jour, le représentant de la CEA a passé en revue les activités entreprises par la Commission économique pour l'Afrique dans le cadre de l'intégration des femmes dans le processus de développement au cours de la période qui allait d'avril 1993 à avril 1994 en général, et de la mise en oeuvre des résolutions de la dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres de la CEA. Le représentant de la CEA a souligné le rôle de catalyseur joué par la Commission en vue de la promotion et du renforcement du rôle des femmes africaines.

En ce qui concerne la résolution 753 (XXVIII) de la conférence des ministres de la CEA sur les femmes et le développement, le représentant de la CEA a informé les participants que par la résolution susmentionnée, la CEA et l'OUA avaient été invitées à aider le Gouvernement ougandais à organiser la Conférence régionale portant sur le thème "La femme, la paix et le développement", et qu'il avait été demandé à la CEA de proposer les lignes directrices de la Conférence en guise de contribution à la Conférence régionale sur les femmes prévue à Dakar. Par cette résolution les gouvernements africains et leurs partenaires au développement avaient également été invités à créer une fédération africaine des femmes-entrepreneurs et une banque africaine pour les femmes en vue de renforcer les moyens économiques des femmes africaines. La résolution a demandé en outre au secrétariat de la CEA et au CRAC, de collaborer dans le cadre des préparatifs de la Conférence régionale au cours de laquelle il serait procédé à l'analyse et à l'évaluation des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, et de collaborer avec le FEMNET qui assurait la coordination des organisations non gouvernementales africaines.

Pour donner suite à la résolution 753 (XXVIII), la CEA avait convoqué une réunion au cours de laquelle avait été créée en juin 1993 à Accra (Chana) la Fédération africaine des femmes-entrepreneurs.

Les délégations de 13 des 25 associations nationales de femmes- entrepreneurs qui existaient avaient pris part à cette réunion à l'époque. Au cours de la réunion inaugurale, la Fédération africaine des femmes entrepreneurs avait élu son premier comité exécutif. Les représentants des cinq groupements sous-régionaux de la CEA avaient également été élus. Le Comité exécutif de la Fédération s'était déjà réuni à trois reprises depuis sa création, une fois à Dakar et les deux autres à Addis-Abeba, où le CARFF assurait son secrétariat. Un programme d'activités pour la période allant de 1994 à 1997 avait été élaboré par le Comité exécutif de même que son plan de mise en oeuvre.

S'agissant de la banque africaine pour les femmes, la CEA avait entrepris une étude de pré faisabilité détaillée pour la création de ladite banque en prenant en compte le fait que les femmes constituaient le groupe majoritaire dans le secteur de la production agricole et le secteur non structuré et qu'elles ne disposaient cependant d'aucun mécanisme viable pour le financement de leurs activités.

L'étude avait abouti à la conclusion qu'une étude globale était nécessaire pour énoncer clairement les modalités de fonctionnement de la Banque africaine pour les femmes. Elle avait recommandé la création d'intermédiaires financiers n'acceptant pas de dépôts à vue qui seraient coordonnés par une banque africaine spécialisée fournissant les services d'appui. Il y avait été ainsi recommandé que la CEA constitue un comité mixte chargé de financer l'étude de faisabilité en vue d'examiner les divers mécanismes. Un groupe d'experts ad hoc devrait se réunir en juillet 1994 pour mettre en oeuvre cette recommandation.

Abordant les préparatifs de la conférence régionale et de la conférence mondiale sur les femmes, la représentante de la CEA a informé les participants que la réunion de l'Equipe spéciale interorganisations chargée de suivre les activités préparatoires s'était tenue en septembre 1993 à Addis-Abeba. En outre, le CARFF avait continué de collaborer avec l'OUA, UNIFEM, le PNUD, l'UNICEF, la BAD, le FEMNET pour l'élaboration des documents techniques thématiques pour la Conférence régionale. Parmi les autres activités exécutées dans le cadre des préparatifs des conférences, figuraient une réunion d'experts ad hoc chargée d'examiner les stratégies visant à améliorer les compétences des femmes dans les activités économiques essentielles et dans la prise de décisions, et cinq ateliers sous-régionaux de sensibilisation pour l'élaboration des rapports nationaux sur l'évaluation de la mise en oeuvre des Stratégies prospectives de Nairobi.

V. RAPPORT SUR LES REUNIONS DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DE L'ONU (point 4 de l'ordre du jour)

La représentante de la CEA a présenté le rapport de la dix-huitième réunion interorganisations ad hoc OCDE/CAD avec les institutions des Nations Unies et de la trente-huitième session de la Commission de la condition de la femme à New York, tenues les 3 et 4 mars 1994 et les 7 et 18 mars 1994 respectivement. Elle a informé la réunion que les travaux de la dix-huitième réunion interorganisations ad hoc sur les femmes avaient principalement porté sur la préparation de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes prévue à Beijing en 1995 et sur le processus préparatoire aux niveaux national, régional et mondial, la Plate-forme d'action, et la deuxième opération d'examen et d'évaluation des progrès enregistrés dans la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme.

Un accent particulier a été mis sur la nécessité d'avoir un processus préparatoire qui aille au-delà des questions examinées lors des conférences en mettant en oeuvre des arrangements institutionnels et en utilisant les ressources financières de façon à garantir l'obligation de rendre des comptes dans la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action après son adoption. L'établissement des rapports pour les thèmes prioritaires de la Commission de la condition de la femme (1995) et l'étude mondiale de 1994 sur le rôle de la femme dans le développement avaient été examinés par la Commission de la condition de la femme de l'ONU. La Secrétaire générale de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes avait passé en revue le travail effectué durant les 12 derniers mois écoulés depuis la réunion de la Commission de la condition de la femme tenue à Vienne en 1993.

En conclusion, la représentante de la CEA a noté l'importance de la participation des ONG qui avaient pris une nouvelle dimension durant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Considérant que peu d'ONG avaient le statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en particulier les ONG africaines, elle a informé les participants que des mesures particulières étaient à l'étude afin de permettre à bon nombre d'ONG de participer aux Conférences de Dakar et de Beijing.

Les discussions qui ont suivi ont principalement porté sur le processus préparatoire des conférences régionale et mondiale. Le secrétariat a fait observer que lorsque les mêmes membres

assistaient aux réunions du CRAC, cela assurait la continuité et une participation plus efficace. On s'est préoccupé du fait que les ONG et les gouvernements ne travaillaient pas ensemble afin d'aboutir à une position commune sur la question de la rédaction des rapports nationaux.

Sur la question de savoir si l'atelier de formation des formateurs aux techniques de la création et de gestion d'entreprises avait fait l'objet d'actions de suivi, le secrétariat de la CEA a informé les participants qu'un rapport d'évaluation avait été produit, faisant état des actions que la Commission avait entreprises en vue de mobiliser des fonds supplémentaires pour la mise en oeuvre de telles activités.

En réponse à diverses questions, le secrétariat de la CEA a informé les participants que sur les 45 membres de la Commission de la condition de la femme, 13 représentaient des pays africains; toutefois, la participation des gouvernements africains était extrêmement faible, ce pour qui constituait une source de préoccupations pour plusieurs représentants. Il a été suggéré de faire état de ces préoccupations dans le rapport et de les porter également à l'attention de la Conférence des Ministres de la CEA.

L'un des représentants a informé les participants que son pays n'avait pas pu prendre part à la dernière conférence tenue à New York parce qu'il lui avait été impossible d'obtenir les visas requis pour entrer aux Etats Unis d'Amérique. A cet égard, les représentants ont proposé l'adoption d'une résolution demandant aux gouvernements de prendre des mesures appropriées en vue du financement des réunions, conférences, et activités relatives à la femme et au développement et pour permettre une participation plus active des femmes aux conférences régionales et mondiales. Les représentants ont également instamment prié la CEA d'engager vivement les gouvernements africains à prendre des mesures propres à assurer la participation des femmes à la Conférence des ministres.

Concernant cette question, le secrétariat a indiqué que la CEA était un secrétariat et que le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) était en fait une structure officielle représentant les gouvernements des divers pays. Il pourrait par conséquent recommander aux gouvernements d'inclure dans leurs délégations des membres des mécanismes nationaux appropriés, y compris des structures d'intégration de la femme au développement.

Un sous-comité chargé de rédiger un communiqué à l'intention de la Conférence des ministres sur les questions soulevées plus haut a été alors constitué et les pays qui se sont portés volontaires pour en faire partie étaient les suivants: Zambie, Maroc, Swaziland, Sénégal, République centrafricaine, Burkina Faso et Algérie.

Finalement, les représentants ont exprimé leur préoccupation à l'égard des délais impartis pour la soumission des rapports nationaux. En réponse à cela, le secrétariat de la CEA a indiqué que la date butoir était bien le 31 mars, mais qu'en raison des nombreux obstacles qui se sont dressés sur leur chemin, plusieurs pays n'avaient pas pu soumettre leur rapport à temps. Les représentants ont en conséquence été instamment priés de faire de leur mieux pour soumettre leurs rapports au plus tard à la fin du mois d'avril. Au besoin, les rapports nationaux pourront être soumis sous forme de projet à charge pour les représentants d'en remettre la version finale au plus tard en mai 1994.

VI. PRESENTATION AUX NIVEAUX REGIONAL (CEA ET AUTRES INSTITUTIONS) ET NATIONAL DU RAPPORT INTERIMAIRE SUR LES ACTIVITES PREPARATOIRES DE LA CINQUIEME CONFERENCE REGIONALE (1994) PREPARATOIRE DE LA QUATRIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES (1995) (point 5 de l'ordre du jour)

Présentant ce point de l'ordre du jour, le secrétariat de la CEA a attiré l'attention des participants sur le bulletin trimestriel publié en français et en anglais, informant de l'ordre du jour de la cinquième Conférence régionale, de ses principaux thèmes ainsi que des documents techniques que les institutions des Nations Unies devaient établir. Le secrétariat a insisté sur la nécessité de mobiliser et de sensibiliser la jeunesse dans le cadre des activités préparatoires.

S'agissant du rapport intérimaire de la CEA sur les activités préparatoires de la Conférence, le secrétariat a fait savoir que les principales tâches de la CEA au niveau régional étaient les suivantes:

Suivre, examiner et évaluer la poursuite des objectifs énoncés par la Déclaration d'Abuja ainsi que l'application des Stratégies prospectives de Nairobi dans une perspective régionale; préparer et organiser une conférence régionale jouant le rôle de conférence préparatoire régionale de la Conférence mondiale sur les femmes.

Dans le cadre de ces tâches, la CEA avait élaboré et diffusé un ensemble complet d'informations relatives aux activités préparatoires à entreprendre au niveau national. Cet ensemble d'informations comportait des directives pour l'élaboration de rapports nationaux ainsi que d'autres informations ayant trait à la Conférence régionale et à la Conférence mondiale.

Par ailleurs, la CEA avait organisé, du 28 au 30 mars 1994, des ateliers sous-régionaux de sensibilisation visant essentiellement à aider les Etats membres à établir les rapports nationaux, par le biais d'une formation destinée à leur permettre de comprendre parfaitement les directives données.

Au niveau régional, les activités préparatoires avaient porté notamment sur l'organisation de la réunion de l'Equipe spéciale interorganisations composée de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), de la Banque africaine de développement (BAD), du Réseau africain de développement et de communication pour la femme (FEMNET) et présidée par la CEA. L'Equipe spéciale s'était réunie à Addis-Abeba en septembre et avait adopté des stratégies relatives à l'information et à la communication en vue de la préparation des conférences.

Parmi les autres activités menées à bien par la CEA, on a cité les suivantes: organisation, en décembre 1993, de la réunion du groupe d'experts ad hoc chargé d'aider à "démarginaliser" la femme et à la faire participer à la prise de décisions, qui, en outre, avait fait le point de la préparation des conférences; organisation de la quinzième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) du 20 au 22 avril 1994, qui, entre autres choses, avait fait le point de la préparation des conférences régionale et mondiale et examiné la structure de la Plate-forme d'action africaine. En outre, une réunion du groupe d'experts devait se tenir en juin pour permettre l'examen du projet de Plate-forme d'action africaine qui serait présenté à la Conférence régionale sur les femmes.

Les participants ont ensuite écouté les exposés des pays membres, des institutions des Nations Unies compétentes et des organisations non gouvernementales ainsi que des rapports intérimaires relatifs aux activités préparatoires, y compris des rapports relatifs à l'élaboration des rapports nationaux, résumés ci-après:

Burkina Faso

La représentante du Burkina Faso a transmis aux participants les salutations de son Gouvernement, en particulier celles du ministre chargé des affaires sociales et de l'action familiale. Elle a ensuite donné l'assurance aux participants que son Gouvernement mettait tout en oeuvre pour permettre aux femmes du Burkina Faso de participer aux réunions préparatoires de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Un comité national avait été mis en place en janvier 1994 et était composé de représentants des ministères, des associations des femmes, des ONG qui se préoccupaient de la promotion de la femme ainsi que des autorités traditionnelles et religieuses. En outre, un petit comité avait été créé pour élaborer le document de base du rapport national. La représentante du Burkina Faso a également indiqué que la préparation du rapport national avait connu quelques difficultés dues à des problèmes de statistiques. Le rapport serait envoyé à la CEA d'ici à la fin du mois d'avril.

Erythrée

La représentante de l'Erythrée a félicité la CEA d'avoir invité le Gouvernement érythréen à cette réunion. Elle a fait observer que l'occasion était ainsi donnée à l'Erythrée d'échanger des données d'expérience, ce qu'elle n'avait pas pu faire pendant les 30 années qu'avait duré la guerre. Ce pays n'était devenu membre de la communauté internationale qu'en mai 1993. Cette situation avait affecté les communications avec le reste du monde, et même les informations relatives aux activités préparatoires des conférences régionale et mondiale ne leur étaient pas parvenues à temps. Toutefois, l'Organisation des Nations Unies avait pris contact avec le Gouvernement de l'Erythrée et demandé à celui-ci de désigner des coordonnateurs nationaux. Depuis lors, les préparatifs avaient démarré vers le 28 mars 1994 et un comité national chargé de la préparation du rapport national avait été créé et se composait de représentants des 10 provinces du pays. Le comité avait démarré ses travaux par des campagnes de sensibilisation auprès des femmes sur les deux conférences.

Pour conclure, la représentante de l'Erythrée a demandé à la CEA de tenir compte des problèmes qu'avait connus son pays et de bien vouloir accepter que leur rapport soit soumis avec un certain retard.

Malawi

La représentante du Malawi a remercié le Gouvernement éthiopien de l'hospitalité offerte aux participants. Elle a fait savoir que le travail préparatoire des conférences régionale et mondiale avait commencé en juin 1993. Le Comité directeur qui avait été formé et chargé de coordonner les activités relatives aux deux conférences. L'intervenante a ensuite ajouté que quatre sous-comités avaient été établis en tenant compte des thèmes des conférences ainsi qu'un cinquième, qui avait été chargé de coordonner les programmes et les activités relatifs aux médias.

La représentante a en outre indiqué que la rédaction du rapport avait été entreprise et examinée en février dans le cadre d'un atelier organisé par le Comité directeur. Le second projet était en cours de finalisation et on prévoyait que le Malawi soumettrait le rapport avant la date limite fixée au 31 avril 1994. Elle a terminé en remerciant le Gouvernement malawien, l'UNICEF, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international pour leur appui financier.

Maroc

La représentante du Maroc a indiqué qu'une étude basée sur la mise en oeuvre des Stratégies prospectives de Nairobi de 1985 à ce jour avait été réalisée pour évaluer les résultats obtenus dans la mise en oeuvre de la Stratégie nationale de promotion de la femme marocaine ainsi que les obstacles rencontrés. L'étude constituerait la base de l'élaboration du rapport national. Une commission préparatoire avait été créée, dont les membres étaient les représentants des ministères et des ONG. Le rapport national et un projet de plate-forme d'action seraient soumis à la CEA avant la fin de mai 1994.

La représentante a exprimé sa préoccupation face à l'impossibilité d'obtenir une aide de l'Organisation des Nations Unies malgré la demande faite par son gouvernement. Un atelier sous-régional sur les statistiques et les indicateurs avait cependant été organisé conjointement par l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme et le Maroc et avait été utile dans l'élaboration du rapport national.

Namibie

La représentante de la Namibie a indiqué que la première ébauche du rapport national avait été achevée et examinée par le Comité technique tandis que la seconde était sur le point d'être examinée par ce comité en collaboration étroite avec la Présidente du Comité national chargé des préparatifs des conférences. La Namibie soumettrait le rapport final durant la deuxième semaine de mai 1994.

En conclusion, la représentante a informé les participants que le Gouvernement namibien avait invité Mme Gertrude Mongella à fournir des informations de première main sur les préparatifs des Conférences régionale et mondiale.

Nigéria

La représentante du Nigéria a informé les participants que le Nigéria avait en novembre 1992 institué un comité national chargé de préparer les rapports nationaux. Depuis lors, une série d'enquêtes et d'études avaient été menées. L'oratrice a indiqué que le Comité travaillait en étroite collaboration avec les divers ministères de tutelle et instituts de recherche, en particulier pour ce qui était de la collecte des données. La première ébauche du rapport national était prêt et ferait l'objet d'un examen et d'une analyse dans le cadre d'un atelier prévu en mai 1994. Cet atelier devait regrouper des personnes travaillant dans des ONG et organisations et ministères de tutelle s'occupant des questions concernant les femmes ainsi que des spécialistes hommes comme femmes. La représentante du Nigéria a en outre, exprimé sa gratitude au Gouvernement nigérian pour l'appui sans réserve qu'il avait apporté dans le cadre des activités préparatoires à ces conférences, ainsi qu'aux organismes des Nations Unies et aux donateurs internationaux.

Elle a en conclusion recommandé que dans la Plate-forme d'action l'accent soit mis sur une répartition égale de la charge entre les hommes et les femmes, des mesures concrètes qui garantiraient une reconnaissance des droits de la femme et un examen sérieux du fardeau de la dette qui affectait principalement les femmes.

Sénégal

La représentante du Sénégal a fait remarquer que la Conférence régionale fournirait l'occasion d'échanger des idées sur des questions d'ordre économique, politique et culturel. Elle a informé la réunion que dans le cadre des préparatifs de la Conférence régionale, son gouvernement avait mis sur pied un comité préparatoire national où étaient représentés les ministères techniques, les femmes engagées dans la politique, les associations d'ONG et les institutions donatrices. La première version du rapport avait été révisée par un comité technique. Avant d'être présenté à la CEA à la fin du mois d'avril, le rapport final serait examiné dans le cadre d'un atelier de réflexion.

La représentante a en outre informé les participants que plusieurs autres comités techniques avaient été créés pour contribuer à l'organisation de la conférence. Parmi ceux-ci figuraient les commissions de la presse, du logement, de la liaison avec les délégations, de la logistique ainsi que la commission économique et culturelle. L'intervenante a cependant indiqué que des ressources financières étaient nécessaires pour toutes les activités énumérées. Le gouvernement avait élaboré un document de référence présentant les principales activités qui auraient lieu pendant la Conférence. En outre, Mme Gertrude Mongella, Secrétaire générale de la quatrième Conférence mondiale, avait été invitée à se rendre au Sénégal à la fin du mois d'avril pour discuter des préparatifs de la Conférence.

Ouganda

La représentante de l'Ouganda a indiqué que les préparatifs des Conférences régionale et mondiale avaient débuté avec la tenue en novembre 1992 de la Conférence régionale sur les femmes, la paix et le développement au cours de laquelle avait été adopté le Plan d'action de Kampala. Un comité national de coordination technique chargé de suivre les préparatifs des conférences au niveau national avait été créé par la suite. Elle a déclaré que le Comité se composait de représentants de tous les secteurs et ministères concernés.

Elle a informé les participants que des activités et des réunions étaient régulièrement organisées au niveau national pour évaluer l'état d'avancement de la rédaction du rapport national. En outre, des sous-comités avaient été constitués pour servir de centre de liaison et réunir les données par sexe et par sous-secteur.

La représentante de l'Ouganda a dit que le projet de rapport initial serait examiné au début du mois de mai 1994 par un comité central. Le projet final serait prêt le 31 mai 1994.

S'agissant de la publicité à mener pour ces deux conférences, elle a indiqué qu'un plan en la matière était en cours d'élaboration. Toutefois, la publicité par le canal des médias, dans les journaux et dans la publication trimestrielle du Ministère de la femme avait été instituée.

Elle a conclu en mentionnant les difficultés financières qui entravaient l'avancement des préparatifs. Elle a cependant ajouté que certains donateurs avaient exprimé leur volonté de financer certaines activités.

Zambie

La représentante de la Zambie a indiqué que le Comité préparatoire zambien avait déjà été créé et comprenait des représentants des ministères, des ONG, des universitaires, des professions libérales et des partis politiques. Deux opérations de collecte de fonds avaient été organisées et, grâce au concours financier de l'UNICEF, des programmes vidéo sur les activités des femmes avaient été produits, l'objectif étant la responsabilisation des femmes.

Le premier projet du rapport national avait pu être élaboré avec l'apport technique des responsables du département chargé de la femme et du développement et l'appui financier de la FINNIDA, l'Agence suédoise pour le développement international (ASDI) et de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas.

Un atelier national d'une journée serait organisé, d'ici à la fin du mois d'avril, pour examiner le deuxième projet. Le rapport final devrait être prêt d'ici à la première semaine de mai.

La représentante a conclu en mettant l'accent sur le problème des ressources financières qui avait entravé les préparatifs de la Conférence. Cependant, le Gouvernement zambien prenait des dispositions en vue de fournir des ressources extrabudgétaires. L'intervenante a ajouté que l'épouse du Chef de l'Etat apportait également son plein appui au Comité.

Swaziland

La représentante du Swaziland a informé la réunion que la première priorité dans son pays était d'élaborer une stratégie pour la formulation d'une politique nationale sur les femmes. En 1992, un consultant national avait été engagé à cette fin grâce à une aide du PNUD. Un comité directeur national avait travaillé avec le consultant pour mener à bien cette tâche et un projet de rapport avait par la suite été examiné à un atelier d'une journée. Le Ministère de l'intérieur avait décidé que le même comité poursuive les préparatifs des deux prochaines conférences sur les femmes prévues à Dakar (1994) et à Beijing (1995). Des sous-comités avaient également été mis sur pied pour examiner les différentes questions revêtant un intérêt majeur pour les femmes. Le Comité directeur national était composé de représentants des ministères et départements gouvernementaux, des organisations de femmes, des ONG et des institutions donatrices des Nations Unies. Le premier projet du rapport national serait distribué aux membres du Comité directeur national pour qu'ils fassent des observations au cours d'un atelier national. On espérait que le document final serait envoyé à la CEA et à New York au cours de la première semaine de mai 1994.

En conclusion, la représentante a informé la réunion des difficultés rencontrées dans la réalisation des activités préparatoires, notamment l'absence d'un centre de liaison pour les questions liées au rôle de la femme dans le développement et d'une politique sur les femmes, la non participation des jeunes aux sessions préparatoires et les contraintes de temps qui n'avaient pas permis la participation de toutes les femmes du pays.

Afrique du Sud

La représentante de l'Afrique du Sud a fait observer dans son intervention que la plupart des problèmes soulevés par les orateurs précédents étaient également examinés par le sous-conseil sur la situation de la femme en Afrique du Sud, notamment le manque de publicité, la violence, l'éducation, la recherche, etc. Une enquête avait été réalisée par le conseil en vue d'examiner ces problèmes et les recommandations faites à cet égard feraient partie du rapport national. Le sous-conseil avait également facilité la coordination des activités préparatoires des ONG en créant un comité où étaient représentées les ONG et qui participait à l'élaboration du rapport national. L'intervenante espérait que ces efforts permettraient d'établir le rapport à temps.

En conclusion, elle a informé la réunion de l'enthousiasme des femmes d'Afrique du Sud au sujet des prochaines élections qui faciliteraient leur participation et leur permettraient de s'attaquer à leurs problèmes comme c'était le cas dans les autres pays.

ORGANISMES DES NATIONS UNIES

BIT

L'observateur du BIT a informé la réunion qu'au niveau international, son Organisation apportait une assistance pour l'élaboration de l'Etude mondiale de 1994 sur le rôle de la femme dans le développement et élaborait également un document technique sur la femme dans le secteur non structuré. Elle participait en outre à l'élaboration du Plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme pendant la période 1996-2001. En outre, le BIT apportait sa contribution au chapitre portant sur les activités des femmes et l'économie en vue de l'élaboration de la version actualisée de 1991 de la publication de l'Organisation des Nations Unies : "Les femmes du monde : tendances et statistiques, 1972-1990". L'observateur a ensuite indiqué que le forum international sur l'égalité pour les femmes fournirait une contribution importante aux préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Au niveau régional, le BIT avait demandé que soit élaboré un document technique sur "l'accès des femmes à l'emploi en Afrique" qui fournirait une analyse de l'accès des femmes à l'emploi dans les secteurs structuré et non structuré des zones rurale et urbaine. L'analyse donnerait également aux gouvernements des informations sur les questions de politique générale et les possibilités d'emploi pour les femmes, les programmes et les difficultés ainsi qu'un récapitulatif des programmes d'ajustement structurel. Les recommandations constitueraient une contribution pour la Plate-forme d'action régionale.

Au niveau national, le Bureau international du Travail apportait un appui aux ministères du travail, aux organisations d'employeurs ou de travailleurs ainsi qu'aux comités préparatoires nationaux pour l'élaboration des rapports nationaux. Un bulletin et une pochette d'information sur la quatrième Conférence mondiale sur les femmes avaient été élaborés et mis à la disposition de tous.

PNUD

La représentante du PNUD a rappelé le mémorandum de novembre 1993 du PNUD, dans lequel il était demandé à tous les représentants résidents d'apporter leur appui aux préparatifs des deux conférences sur la femme et d'apporter en particulier une contribution utile au niveau national. L'Administrateur du PNUD avait en particulier souligné qu'une campagne de sensibilisation à l'importance de la Conférence et des questions clés était lancée grâce à la diffusion de l'information, à l'organisation de séminaires et à l'apport d'un appui pour la production de cassettes vidéo ou de films afin de recueillir les sentiments, les données d'expérience et les avis des femmes dans les pays en développement. En outre, le programme relatif à la femme dans le développement, élaboré au siège, devait transmettre un rapport au bureau du PNUD à Addis-Abeba, rapport qui passerait en revue les activités entreprises par le PNUD dans le cadre des préparatifs des deux conférences. Le rapport serait distribué aux membres du CRAC aussitôt qu'il serait disponible.

FNUAP

La représentante du FNUAP a informé les participantes que le FNUAP s'intéressait depuis longtemps aux besoins des femmes et aux questions relatives à l'égalité des sexes et que la première série de directives pour les politiques et les programmes du FNUAP portant sur les femmes, la population et le développement avait été publiée en 1976. Le FNUAP était convaincu que la faire participer activement les femmes aux activités de développement et les faire bénéficier des avantages du développement n'était pas uniquement une question d'équité mais également une question d'efficacité et un facteur crucial pour la réalisation des objectifs économiques et démographiques. Par ailleurs, le FNUAP révisait constamment ses programmes afin de prendre en considération les nouvelles priorités et questions, à la lumière des changements socio-économiques et culturels survenus dans la région africaine.

Au cours des débats qui ont suivi, il a été souligné qu'un échantillon de femmes venant de tous les coins d'Afrique s'étaient réunies pour préparer la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, et ce malgré les difficultés rencontrées, notamment l'insuffisance des fonds, l'absence de données pertinentes, l'absence d'un appui et d'une attitude favorable aux programmes relatifs aux femmes, le manque de publicité et l'absence de réseaux entre les groupes cibles aux niveaux national et régional. Les membres ont demandé des éclaircissements concernant le nombre de délégations attendues à Dakar

et la prise en charge des premières dames pendant la Conférence. En réponse, la représentante du Sénégal, le pays hôte, a fourni à la réunion des chiffres concernant le nombre de participantes comme suit:

Représentants:	500
Observateurs:	300
Presse:	100
ONG:	1 000
Secrétariat:	100
Responsables:	200
Techniciens:	50

Le secrétariat de la CEA a cependant précisé que la participation à la Conférence régionale dépendait de la capacité des gouvernements à prendre en charge leurs représentants. Toutefois, la question serait examinée lors de la réunion devant se tenir à Dakar avec les autorités sénégalaises et Mme Mongella et le résultat serait communiqué aux membres du CRAC.

AUTRES OBSERVATEURS

FEMNET

La représentante du FEMNET (Réseau africain de développement et de communication pour la femme) a rappelé que lors de la réunion du Comité de planification des ONG tenu à Vienne en 1993, le FEMNET avait été mandaté pour coordonner les activités régionales des ONG dans le cadre des préparatifs des Conférences de Dakar et de Beijing. A cet égard, le FEMNET avait pour rôle de diffuser l'information, de mobiliser les communautés sur les questions qui touchaient les femmes, de coordonner les activités préparatoires des ONG pour la conférence ainsi que la planification et l'organisation des réunions de Dakar et de Beijing. Elle a ajouté que le FEMNET travaillait par l'intermédiaire des centres de liaison pour s'acquitter des rôles sus-indiqués. Les centres de liaison étaient chargés de coordonner les activités des conférences et de diffuser l'information et ils travaillaient en étroite collaboration avec les comités participant à l'établissement des rapports nationaux.

Le FEMNET avait travaillé en étroite collaboration avec la CEA et les institutions donatrices. Au nombre des activités entreprises de puis le milieu de l'année 1993 figuraient l'envoi depuis logiciels d'information aux centres de liaison; la production d'un bulletin bimestriel en anglais et en français et d'une publication intitulée "Nos droits" également en anglais et en français.

Le Réseau FEMNET avait convoqué diverses réunions dont celle du Comité régional à Nairobi en janvier 1994. Les autres activités comprenaient la mise en place d'un comité de planification pour suivre les progrès enregistrés dans le cadre de la préparation de la Conférence, le secrétariat travaillant sur la logistique pour le Forum des ONG et élaborant un questionnaire pour l'identification des ONG.

En conclusion, la représentante du FEMNET a indiqué que les obstacles rencontrés tournaient essentiellement autour des communications et des ressources financières.

PNUE

La représentante du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a informé les participants du rôle joué par son organisation dans les activités préparatoires de la Conférence régionale et de la Conférence mondiale, et notamment de l'élaboration d'un document technique lié au thème "La femme, l'environnement et le développement durable". Elle a ajouté que le PNUE travaillait en étroite collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, l'OUA et le Centre de liaison international (IELC). Le document pourrait être soumis à la CEA à la fin du mois d'avril 1994.

APDF/RIAF (MALI)

La Présidente de l'ONG du Mali connue sous le sigle APDF, parlant au nom de Réseau interafricain pour les pays africains francophones, a remercié la CEA d'avoir organisé la réunion du CRAC. Elle a informé les participants de la tenue, en février 1994, du Forum sur la violence contre les femmes auquel les ONG avaient participé. Elle a déploré le fait que les débats qui avaient eu lieu dans le cadre du forum aient laissé apparaître une ignorance totale du rôle joué par le FEMNET dans les activités préparatoires de la Conférence régionale et de la Conférence mondiale. Elle a donc proposé la mise en place d'un réseau semblable à celui de l'Afrique australe, qui fasse office de centre de liaison pour la préparation des deux conférences. Elle a demandé à la CEA de se pencher sur cette question.

En outre, elle a informé les participants qu'un atelier de trois jours avait été organisé à l'intention des ONG francophones au sujet de la Plate-forme d'action. Elle a conclu en demandant à la CEA de préciser le nombre de délégations attendues à la Conférence régionale ainsi que les modalités de la participation des ONG.

VII. RAPPORT INTERIMAIRE SUR LA FEDERATION AFRICAINE DES FEMMES ENTREPRENEURS ET SUR LA CREATION D'UNE BANQUE AFRICAINE POUR LES FEMMES (point 6 de l'ordre du jour)

Mme Yeshimebet TESSEMA, Secrétaire générale adjointe de la Fédération africaine des femmes entrepreneurs a introduit ce point de l'ordre du jour en rappelant la résolution 736 (XXVII) de la Conférence des ministres de la CEA par laquelle les Etats membres avaient été invités à encourager la mise en place d'associations nationales de femmes entrepreneurs. En conséquence, la Fédération avait été créée à Accra (Ghana), en juin 1993. Treize délégations représentant des associations nationales de femmes entrepreneurs avaient participé aux travaux de la réunion et assisté à la création de la Fédération. Elles avaient également adopté l'acte constitutif de la Fédération ainsi que son statut et son règlement. L'oratrice avait demandé aux participants de se référer au rapport de la première réunion et au cadre constitutionnel où figuraient les objectifs, le statut et règlement de la Fédération.

Le bureau du Comité exécutif qui avait été élu à Accra (Ghana) au cours de la première réunion était composé comme suit : Nigéria, président, Guinée, premier vice président, Ouganda, second vice-président; Ghana, secrétaire général, Ethiopie, secrétaire général adjoint et Bénin, trésorier.

Des représentants des groupements sous-régionaux avaient également été élus. La première réunion du Comité exécutif s'était tenue à Addis Abeba en février 1994. Au cours de cette réunion, un plan d'action quadriennal (1994-1997) avait été élaboré, de même que les stratégies en vue de sa mise en oeuvre. Aient également été examinés le statut de membre de la Fédération, les modalités d'adhésion ainsi que l'emplacement de son secrétariat. Attirant l'attention des participants sur les droits d'inscription, la Secrétaire générale adjointe a invité les participants à s'inscrire pour devenir membres de ladite Fédération. En outre, elle avait informé la réunion des relations que la Fédération entretenait avec les organisations régionales et internationales. La Fédération africaine des femmes entrepreneurs avait l'intention de demander le statut d'observateur auprès de l'OUA et de l'Organisation des Nations Unies,

et avait déjà adhéré à la Fédération internationale des femmes entrepreneurs où elle avait été élue à l'un des postes de vice-président.

BANQUE AFRICAINE POUR LES FEMMES

Un fonctionnaire du secrétariat de la CEA a présenté ce point de l'ordre du jour. Les participants ont été informés qu'une étude préliminaire sur la création d'une banque africaine pour les femmes, avait été examinée par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique, laquelle avait recommandé qu'une étude plus approfondie soit menée sur ce sujet. Ainsi, une étude de pré faisabilité détaillée a été effectuée et elle a souligné que les femmes constituaient la majorité dans les secteurs agricole et non structuré. Cependant, celles-ci manquaient de mécanisme viable pour le financement de leurs activités.

L'étude considérait que les intermédiaires financiers existants avaient de plus grandes potentialités d'assister les femmes que les banques commerciales. En examinant le potentiel et la viabilité de la création de cet intermédiaire financier pour les femmes, l'étude a insisté sur la nécessité de résoudre les problèmes clé suivants: les fonds requis pour déterminer le capital minimal; l'accessibilité; la durabilité et la viabilité qui exigeraient la mobilisation de ressources au niveau africain. L'étude a également souligné l'importance qu'il y a à examiner la question relative à la politique régissant les institutions bancaires dans le but d'assurer un environnement favorable. Les autres questions clé qui devaient être résolues en priorité concernaient les services d'infrastructures et d'appui dans les domaines de la gestion et des compétences, compte tenu des contraintes auxquelles les femmes font face.

En conclusion, l'étude a recommandé qu'en collaboration avec la BAD, le PNUD et UNIFEM, la CEA crée un comité qui commanderait une étude sur les modalités pratiques de mise en oeuvre des recommandations relatives à la création de la Banque africaine pour les femmes.

Les participants ont pris note des deux rapports et des éclaircissements demandés sur les procédures d'adhésion à la Fédération africaine des femmes entrepreneurs et à la Fédération internationale des femmes entrepreneurs.

VIII. EXAMEN DU PLAN D'ACTION DE KAMPALA SUR LES FEMMES ET LA PAIX (point 7 de l'ordre du jour)

Au titre de ce point, un fonctionnaire de la CEA a présenté le Plan d'action de Kampala sur les femmes et la paix, qui avait été adopté lors de la Conférence régionale sur les femmes et la paix, tenue à Kampala du 22 au 25 novembre 1993 à l'initiative du Gouvernement ougandais. La décision d'organiser cette Conférence avait été entérinée aussi bien par la Conférence des ministres de la CEA, à sa dix-neuvième réunion, que par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, à sa vingt-neuvième session. Cette initiative répondait aux inquiétudes des femmes au sujet du nombre croissant de conflits et de violences contre la femme sur le continent et rentrait dans le cadre plus large des buts et objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme, dont les stratégies et le plan d'action avaient mis en exergue la nécessité de promouvoir l'égalité, le développement et la paix. On avait jugé opportun d'examiner la situation des femmes dans le processus des changements politiques et le rôle qu'elles pourraient jouer dans la résolution des conflits et l'instauration de la paix, dans la perspective de la cinquième Conférence régionale prévue à Dakar en 1994 et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, prévue à Beijing en 1995.

Les travaux de la Conférence avaient été axés sur quatre centres d'intérêt : la nature et les effets des conflits et du sous-développement; la femme et la lutte pour la paix; la responsabilisation de la femme dans le processus de paix; l'éducation pour la paix. Les participants avaient reconnu que, pour favoriser la paix, les parties au conflit devraient être persuadées de vivre ensemble et non séparément. Si les femmes subissaient les plus grandes souffrances du fait de la guerre, elles n'étaient pourtant que rarement associées aux décisions qui avaient conduit à la guerre, encore moins aux questions relatives à la sécurité et à la paix. Les participants avaient également reconnu que la paix ne signifiait pas tout simplement l'absence de guerre, de violence et d'hostilité, mais également une situation dans laquelle tout le monde avait un accès égal à la justice économique et sociale ainsi qu'à l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et ce, dans un environnement sûr.

Afin d'exprimer ces préoccupations de manière concrète, la Conférence avait adopté le Plan d'action de Kampala, qui préconisait notamment les mesures suivantes :

- La formulation par les gouvernements de politiques nationales appropriées assurant la pleine implication des femmes, tant dans les affaires politiques et économiques que dans celles ayant trait au développement social et humain;
- L'établissement de mécanismes institutionnels pour améliorer et coordonner les stratégies d'intervention et de mise en oeuvre de cette politique;
- L'adoption d'un système de protection juridique et d'une aide spéciale aux femmes afin de permettre leur pleine participation;

- L'adoption d'un système de représentation des femmes à tous les niveaux de la prise de décision.

En outre, la Conférence avait adopté des recommandations dans les domaines suivants : justice sociale pour les femmes; responsabilisation; éducation; éducation pour la paix; renforcement des capacités et des institutions.

L'OUA a été invitée à jouer un rôle plus actif dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits, et à participer aux activités de maintien de la paix; quant aux Etats membres, ils ont été instamment priés d'apporter leur concours financier à l'action de l'OUA. L'OUA et la CEA ont été invitées à suivre et à évaluer l'exécution du Plan d'action de Kampala sur les femmes et la paix, en organisant périodiquement des conférences destinées à évaluer les progrès réalisés.

Enfin, l'ONU, en tant que principale organisation chargée de l'éducation pour la paix, a été invitée à inclure des femmes dans les missions de maintien de la paix, à veiller à ce que les femmes soient suffisamment représentées au Conseil de sécurité et à faire en sorte qu'elles soient représentées aussi au niveau le plus élevé dans les instances qui déterminent et/ou influencent les politiques de développement socio-économique au niveau international.

Il ressortait de l'examen des deux points de l'ordre du jour que les questions relatives à la condition féminine ne relevaient pas de l'assistance sociale mais étaient plutôt des questions de développement; à ce titre, elles devraient être considérées comme vitales tant pour le développement des pays que pour celui des sociétés humaines.

A l'heure où le monde entier se préparait pour la quatrième Conférence mondiale consacrée au développement, à l'égalité et à la paix, et en particulier à leurs conséquences pour la femme, il était bon de remarquer que sans la paix il ne peut y avoir de développement et d'égalité entre l'homme et la femme. La Bosnie a été citée comme exemple d'un pays où aujourd'hui personne ne parle d'égalité ou de développement.

Puisque les femmes ne sont jamais associées à la planification des guerres, il leur a été suggéré de s'intéresser davantage à la politique, aux affaires internationales et à tous les aspects du processus décisionnel.

Au cours des échanges de vues, les participants à la réunion ont également pris connaissance du fait qu'à la Conférence de Kampala sur la paix, un comité de femmes ministres et/ou plénipotentiaires regroupant des ministres de la condition féminine devait être mis en place. Sa mission serait d'établir un réseau destiné à exprimer les vues des femmes sur les questions régionales et planétaires et d'élaborer des programmes et politiques susceptibles de résoudre les problèmes des femmes et de répondre à leurs préoccupations, en vue de l'amélioration de la condition de la femme en particulier, et de celle de la société en général. A cet égard, il a été suggéré que le CRAC aurait intérêt à devenir membre du comité.

Il a également été proposé que soit adoptée une résolution sur la question des guerres et des conflits stipulant que "les guerres et les conflits devraient inconditionnellement cesser puisque la majorité des personnes qui souffrent de leurs conséquences sont les femmes et les enfants".

Il a été en outre suggéré d'étudier les moyens à mettre en oeuvre pour relancer l'Organisation panafricaine des femmes et son réseau de structures nationales de promotion de la femme, afin de lui

du développement et la prise de décisions, tenue à Addis-Abeba en décembre 1993. Dans leur rapport, les experts ont souligné que la démarginalisation des femmes africaines dans les domaines politique et socio-économique nécessitait non seulement des changements d'attitude chez les personnes concernées mais également des qualifications et des compétences adéquates chez les femmes. Etant donné la résistance du fonds culturel et traditionnel de l'Afrique, qui donnait aux femmes un rôle inférieur quoique complémentaire, la démarginalisation des femmes dans les activités de développement ne pouvait se faire rapidement que grâce à une action de sensibilisation de l'ensemble des groupes intéressés.

Les experts ont également fait une distinction entre la démarginalisation et l'intégration, et ont souligné que les médias avaient un rôle important à jouer dans la sensibilisation du public au tragique handicap des femmes africaines. Ils ont estimé que l'inégalité des sexes n'était pas seulement un problème social mais également un problème économique qui nécessitait une politique appropriée visant l'utilisation optimale des ressources humaines. A cet égard, les femmes avaient un rôle crucial à jouer, étant donné qu'elles constituaient 50% de la population africaine.

Comme précisé dans le rapport, les experts avaient également procédé à un examen approfondi, d'une part, des stratégies visant à améliorer les compétences des femmes dans les activités économiques essentielles et la prise de décisions, et, d'autre part, du rôle des médias dans les préparatifs de la Conférence régionale et de la Conférence mondiale ainsi que dans la démarginalisation des femmes. A cet égard, ils ont fait des recommandations pertinentes.

X. EXAMEN DE LA STRUCTURE DE LA PLATE-FORME D'ACTION AFRICAINE (point 9 de l'ordre du jour)

Un fonctionnaire du secrétariat de la CEA a présenté ce point de l'ordre du jour en rappelant la Conférence mondiale sur les femmes de 1985, qui avait élaboré les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme et les Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme dont le format pouvait être utilisé pour la restructuration de la Plate-forme d'action africaine. Le secrétariat a informé la réunion de la structure de la Plate-forme d'action mondiale qui avait défini 10 domaines prioritaires de préoccupation ainsi que des objectifs stratégiques. La nécessité pour l'Afrique d'élaborer une structure et un contenu qui lui soient propres pour sa Plate-forme d'action dans laquelle les principaux domaines de préoccupation et d'intérêt des femmes seraient mis en relief, a été soulignée.

Au cours des débats sur cette question, les participants ont recommandé que la CEA identifie les domaines prioritaires sur la base des rapports nationaux. En outre, il a été recommandé que le format qui avait été envoyé aux pays pour l'élaboration des rapports nationaux soit utilisé pour la Plate-forme d'action africaine. La réunion a exhorté les Etats membres à accélérer le processus d'élaboration des rapports nationaux et à les soumettre le 30 avril 1994 au plus tard afin de faciliter l'élaboration à temps de la Plate-forme d'action africaine.

XI. ROLE DU CENTRE AFRICAIN DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR LA FEMME (point 10 de l'ordre du jour)

En présentant ce point de l'ordre du jour, le secrétariat de la CEA a rappelé brièvement les faits qui justifiaient le changement du nom du Centre africain de recherche et de formation pour la femme

(CARFF) en Centre africain pour la femme (CAF). Ce changement découlait essentiellement du rôle et des responsabilités beaucoup plus élargis que le Centre assumait et qui englobaient toutes les activités relatives à la femme et au développement en plus de la formation et de la recherche.

Les participants ont reconnu le rôle du CARFF et soutenu l'idée de changement de nom. Ils se sont également informés de la possibilité d'acquérir une liste des activités et des publications annuelles du Centre. Le secrétariat a assuré à la réunion qu'une liste des publications du CARFF serait transmise à tous les Etats membres et que celles qu'ils auraient ultérieurement choisies leur seraient envoyées gratuitement.

XII. QUESTIONS DIVERSES (point 11 de l'ordre du jour)

Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants ont demandé s'il était possible d'avoir une liste des activités annuelles du CARFF qui leur permette de s'organiser pour y prendre part si besoin était. Ils ont été informés qu'une liste des publications leur serait remise pour permettre aux Etats membres de choisir les plus utiles, qui leur seraient envoyées gratuitement.

Concernant le changement de la dénomination du CARFF, les participants ont été informés que ce changement devait refléter le rôle de plus en plus large que le CARFF avait joué au cours des années. Il a été expliqué que l'action du CARFF ne se limitait pas à la recherche et à la formation mais couvrait de nombreux autres domaines intéressant le rôle de la femme dans le développement.

S'agissant des MULPOC, il a été noté que les activités des MULPOC avaient peu de retentissement dans les sous-régions. A cet égard, il a été proposé de tenir un atelier pour examiner et

bien définir le rôle des MULPOC dans les sous-régions. Il a été recommandé d'inclure une résolution à ce sujet dans le cadre général du renforcement des MULPOC et non dans le cadre restreint de l'intégration de la femme dans le processus de développement.

